

La « construction » européenne : ce miroir aux alouettes (2eme partie)

Distribué le 13 Aout 2008

Par Jacques Nikonoff Le 24 mars 2007

Les débuts de la guerre froide

La « guerre froide » a été inaugurée le 5 mars 1946 par un discours de Winston Churchill à Fulton, dans le Missouri, après qu'il ait quitté le pouvoir quelques mois plus tôt. Le président américain Harry Truman avait invité l'ex-Premier ministre britannique à prononcer un discours au collège de Westminster, à Fulton. Churchill s'y exclame : « De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer s'est abattu sur le continent (...) ».

Quelles que soient les conclusions que l'on tire de ces faits, ce n'est certainement pas là l'Europe libérée pour laquelle nous avons combattu ; et ce n'est pas non plus celle qui porte en elle les ferments d'une paix durable ». Churchill invitait « les peuples de langue anglaise à s'unir d'urgence pour ôter toute tentation à l'ambition ou à l'aventure ». Il terminait son allocution en exhortant les pays d'Europe occidentale à contrecarrer le pouvoir communiste afin « d'établir dans tous les pays, aussi rapidement que possible, les prémices de la liberté et de la démocratie ».

Churchill, le 19 septembre 1946, lors d'un discours à Zurich, évoquait une éventuelle création des « Etats-Unis d'Europe ». Il s'opposait cependant à toute notion de supranationalité.

Le président américain Harry Truman, le 12 mars 1947, décidait de mettre en place la politique de containment (l'endiguement), appelée « doctrine Truman. Il annonçait sa vision d'un monde scindé en deux camps opposés et irréconciliables. A la tête du « monde libre », opposé au communisme, les Etats-Unis prennent rapidement la tête d'initiatives politiques, économiques et militaires qui avaient pour but d'empêcher l'expansion du communisme. Toutes les mesures d'ordre économique, militaire, diplomatique adoptées par le gouvernement américain entre 1947 et 1954 sont fonction de la préparation à un conflit militaire éventuel avec les pays socialistes.

La situation en Europe occidentale

En France, de 1945 jusqu'à leur éviction le 5 mai 1947, des ministres communistes siègent au gouvernement. Ils mettent en œuvre le programme du Conseil national de la Résistance et occupent les postes suivants selon les périodes : Santé publique ; Économie nationale ; Reconstruction et Urbanisme ; Défense nationale ; Anciens Combattants et Victimes de guerre ; Travail et Sécurité sociale ; Armement ; Production industrielle ; Réforme administrative ; Air ; vice-Président du Conseil.

On trouve également des ministres communistes en Allemagne fédérale, Autriche, Belgique, Danemark, Luxembourg, Italie.

En Grande-Bretagne le gouvernement travailliste accède au pouvoir en 1945 en battant Churchill et nationalise certains secteurs industriels.

Le Plan Marshall

Le secrétaire d'Etat américain George Marshall propose le 5 juin 1947 un programme d'aide destiné à stimuler la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Il sera directement à l'origine de la construction européenne. Ses objectifs sont multiples :

- ▶ aider financièrement l'Europe pour empêcher la pauvreté de s'installer, terrain qui serait favorable au communisme et enrayer ainsi l'essor des mouvements populaires en Europe occidentale ;
- ▶ permettre à l'économie des Etats-Unis, qui a été modifiée pendant la guerre, de se maintenir à un bon niveau grâce aux exportations vers l'Europe. Les Etats-Unis aident l'Europe qui, avec ces capitaux, peut ainsi acheter des produits américains ;
- ▶ favoriser le relèvement économique des pays de l'Europe occidentale en vue de renforcer leur potentiel militaire et économique dans l'éventualité d'une guerre contre les pays socialistes ;
- ▶ échapper à la crise économique que les Etats-Unis connaissaient en 1948-1949. Ne trouvant pas sur le marché intérieur une demande solvable suffisante pour leur potentiel de production, le plan Marshall leur permet de financer l'exportation des marchandises par l'Etat.

Les Etats-Unis entendaient, avec ce plan, ne plus « disperser » leur aide. La « coordination » des ressources et des efforts des pays d'Europe occidentale, la marche vers une alliance des Etats capitalistes européens sous la protection américaine étaient une condition à l'obtention des crédits Marshall. C'est ainsi qu'en juillet 1947 se tient la conférence à Paris où 16 pays qui acceptaient les conditions de l'aide américaine créent un Comité de coopération économique européenne. Il avait pour tâche de recenser les ressources économiques de ces pays et leurs demandes d'aide américaine. L'année suivante était créée l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), toujours dans le cadre du plan Marshall.

Le 16 avril 1948, création de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE)

L'OECE est chargée de dépenser équitablement les crédits entre les différents Etats d'Europe occidentale. Son but consiste aussi à renforcer les relations économiques entre ses membres ainsi que de libéraliser les échanges commerciaux et monétaires. En 1961, l'OECE se transformera en Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). ?

Le 17 mars 1948, signature du traité de Bruxelles instituant l'Union de l'Europe occidentale (UEO)

Les représentants du Benelux, de la Grande-Bretagne et de la France signent le traité de Bruxelles qui institue l'UEO (Union de l'Europe occidentale). Il s'agit d'un pacte régional d'assistance militaire et économique valable sur une période de 50 ans auquel d'autres pays peuvent se rallier. Pour la première fois depuis l'armistice de 1945, les alliances politiques et militaires ne sont plus dirigées contre l'Allemagne mais contre l'URSS. Cet accord précède d'un an la création d'un accord militaire de plus grande ampleur : l'OTAN.

Pour bien montrer le caractère de cette institution, un des présidents de l'UOE, Arthur Conte (député SFIO à l'époque), déclare en 1962 : « dans notre esprit, il ne s'agit, à aucun moment, de constituer en Europe une troisième force... La Communauté européenne n'aura pleine signification et pleine légitimité qu'au sein de la grande famille occidentale... du haut de cette tribune, dès le premier jour de notre session, je tiens à proclamer hautement notre entière solidarité... avec toutes les nations qui sont à nos côtés au sein de l'Alliance atlantique, premier rempart de notre bonheur, et plus particulièrement avec les Etats-Unis d'Amérique qui y portent la plus large charge ».

Le 10 mai 1948, au congrès de La Haye, est créé le Conseil de l'Europe

C'est Churchill qui préside ce congrès dont l'objet est de réfléchir à une possible union européenne. Près de 800 délégués de toutes les tendances politiques de l'Europe occidentale sont réunis en présence d'observateurs américains. Le but du congrès est de mettre en place une union européenne économique, politique, culturelle et monétaire. De cette réunion naîtra le Mouvement européen et le Conseil de l'Europe. ?

Le 4 avril 1949, signature du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)

Douze pays occidentaux signent le traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Washington pour faire face à ce qu'ils appellent la menace soviétique. A cette occasion, le général Bradley, chef d'état-major de l'armée des Etats-Unis, parle de l'Allemagne comme « frontière de défense collective loin de leur territoire, au cœur même de l'Europe ». Les Américains attribueront toujours un rôle particulier à l'Allemagne, pays devant absorber le « premier choc » avec les troupes soviétiques.

II.- Les milieux d'affaires en Europe occidentale et aux Etats-Unis veulent relancer le capitalisme

Les Etats-Unis étaient intéressés au relèvement de l'Europe car leur économie en dépendait pour une part non négligeable. Les grandes entreprises américaines avaient besoin d'ouvrir les marchés européens. Elles disposaient d'un surplus de stocks au lendemain de la victoire et l'industrie de guerre devait être reconvertie en industrie civile.

Mais assez vite les Etats-Unis se trouvent en échec. En effet, les exportations des Etats-Unis vers l'Europe occidentale baissent de 4,2 milliards de dollars (33,7 % du total de leurs exportations) en 1948, à 2,8 milliards en 1953 (18,1%). Les exportations de l'Europe occidentale vers les USA, quant à elles, augmentent légèrement de 1 milliard (5,5 % du total de leurs exportations) en 1948, à 2,2 milliards (7,5 %) en 1953.

Les Etats-Unis cherchent donc à obtenir l'abrogation des restrictions aux importations européennes de produits américains, ainsi que l'abaissement des barrières douanières « sur la base de la réciprocité ». Comme le taux moyen des droits de douane était aux USA supérieur à celui des droits perçus en Europe occidentale, l'abaissement des tarifs douaniers dans des proportions égales par tous les pays, comme le demandent les Américains, ferait que les tarifs seraient toujours plus élevés aux Etats-Unis qu'en Europe occidentale.

Les statistiques du commerce extérieur des Etats-Unis et de l'Europe occidentale montrent que les Etats-Unis n'ont pas réussi à réaliser leurs plans d'expansion économique à un degré qui aurait permis de consolider leur domination économique sur les marchés extérieurs.

De leur côté, les pays d'Europe occidentale, dépendant de leurs réserves de devises pour les achats de produits américains, préféraient les économiser dans leurs échanges réciproques. C'est pourquoi, au début de l'après-guerre, ils pratiquèrent essentiellement des échanges bilatéraux. Les accords bilatéraux fixaient la quantité et l'assortiment des marchandises, ainsi que les modalités de règlement. L'export-import s'effectuait contre une monnaie convenue, et il était ainsi possible de compenser les échanges (clearing). Mais il apparut dès la fin de 1947 que cette méthode freinait l'extension du commerce intra-européen, car effectuant les échanges sur la base du clearing, les pays ne pouvaient pas satisfaire leurs besoins croissants.

C'est ainsi qu'en novembre 1947, la Belgique, le Luxembourg, la France et l'Italie signèrent un accord de clearing multilatéral auquel adhéra peu après la zone d'occupation anglo-américaine en Allemagne de l'Ouest. Chaque mois les banques centrales de ces pays présentaient à la Banque des règlements internationaux (BRI) les montants à régler par compensation. Mais les devises manquaient toujours aux pays d'Europe occidentale pour couvrir ce solde.

Sur l'initiative des Etats-Unis, un accord était passé le 16 octobre 1948 entre les pays participant au plan Marshall. Le pays devenu créancier à la suite du clearing était tenu de fournir au pays débiteur la somme nécessaire pour couvrir sa dette en monnaie nationale. En échange il recevait des USA une somme équivalente en dollars, au titre de l'aide conditionnelle – déjà les aides conditionnelles ! - prévue par le plan Marshall. Les Etats-Unis prenaient ainsi en charge la dette du pays débiteur et augmentaient de ce montant leurs exportations vers l'Europe. Tout cela plaçait l'extension du commerce de l'Europe occidentale sous la dépendance des Etats-Unis.

Mais ce système de règlements ne satisfaisait entièrement ni les grandes entreprises américaines, ni les pays d'Europe occidentale. D'une part, en maintenant leurs restrictions aux importations, certains pays freinaient l'accroissement des exportations américaines vers l'Europe occidentale. D'autre part, la dette d'un pays vis-à-vis d'un autre étant couverte à 100 % par des marchandises américaines, le pays créancier était obligé d'accepter ce que lui proposaient les Etats-Unis, et cela ne correspondait pas toujours aux besoins.

Tout cela déboucha sur l'Union européenne des paiements (UEP) en septembre 1950 : Autriche, Belgique, Luxembourg, Angleterre, Grèce, Islande, Irlande, Pays-Bas, Norvège, Danemark, Portugal, France, République fédérale d'Allemagne, Suède, Turquie. L'UEP devait principalement effectuer le clearing des règlements entre les pays membres concernant tous les chapitres de la balance des paiements. L'UEP accordait ou obtenait d'autre part des crédits et procédait aux règlements en dollars et en or de la dette ainsi formée. L'UEP exista jusqu'en 1958 date à laquelle la plupart des pays européens avaient établi la convertibilité partielle des monnaies, les restrictions sur les changes avaient été atténuées et le clearing s'avéra superflu.

Source <http://www.m-pep.org/spip.php?article246> A suivre